ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION QUARANTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

Feuilleton et préavis

de l'Assemblée

Le mercredi 8 février 2017 — N° 224
Neuf heures quarante

Président de l'Assemblée nationale :
M. Jacques Chagnon

QUÉBEC

Partie 1

AFFAIRES COURANTES

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

- Le député de La Prairie sur le sujet suivant : *Souligner le 350e anniversaire de la Ville de La Prairie.*

- La députée de Taschereau sur le sujet suivant : *50e anniversaire de l'Association coopérative d'économie familiale de Québec.*

- Le député de Papineau sur le sujet suivant : *Hommage à Mme Ginette Leduc.*

- Le député de Masson sur le sujet suivant : *Journées de la persévérance scolaire de Lanaudière 2017.*

- La députée de Fabre sur le sujet suivant : *Souligner le succès en lutte olympique de Nataël Cantin.*

- Le député de Verchères sur le sujet suivant : *20e anniversaire de la Légion royale canadienne – filiale 266, Pierre-Boucher de Boucherville.*

- La députée de Richmond sur le sujet suivant : *Souligner la Semaine des régions.*

- Le député de Drummond–Bois-Francs sur le sujet suivant : *Traitement et réadaptation de personnes présentant un trouble grave de santé mentale.*

- La députée de Bourassa-Sauvé sur le sujet suivant : *Souligner les beaux gestes de 18 jeunes de l'école primaire René-Guénette de Montréal-Nord.*

- Le député de Sherbrooke sur le sujet suivant : *Souligner le courage et la détermination de la jeune Sherbrookoise Abigaël Walker.*

DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES

PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI

DÉPÔTS **a)** **documents**
b) **rapports de commissions**
c) **pétitions**

RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS

INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL

QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES

VOTES REPORTÉS

MOTIONS SANS PRÉAVIS

AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS

RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE

Partie 2

AFFAIRES DU JOUR

AFFAIRES PRIORITAIRES

DÉBATS D'URGENCE

DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS

AUTRES AFFAIRES

I. Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

1) Projet de loi n° 27
Loi sur l'optimisation des services de garde éducatifs à l'enfance subventionnés
Présenté par la ministre de la Famille le 26 novembre 2014
Rapport de la Commission des relations avec les citoyens (consultations) déposé le **10 février 2015**

2) Projet de loi n° 49
Loi assurant la mise en œuvre de l'Accord entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec sur la gestion conjointe des hydrocarbures dans le golfe du Saint-Laurent
Présenté par le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles le **11 juin 2015**

3) Projet de loi n° 56*
Loi sur la transparence en matière de lobbyisme
Présenté par le ministre responsable de l'Accès à l'information et de la Réforme des institutions démocratiques le **12 juin 2015**

*** Recommandation du lieutenant-gouverneur**

4) Projet de loi n° 63
Loi concernant la vérification de l'identité des personnes incarcérées au moyen de leurs empreintes digitales
Présenté par la ministre de la Sécurité publique le **28 octobre 2015**

5) Projet de loi n° 72
Loi concernant la suspension des élections scolaires partielles
Présenté par le ministre de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche le **11 novembre 2015**

6) Projet de loi n° 79*
Loi donnant suite au rapport du comité indépendant L'Heureux-Dubé et prévoyant les conditions de travail des membres de l'Assemblée nationale à compter de la 42e législature
Présenté par le leader parlementaire du gouvernement et ministre responsable de l'Accès à l'information et de la Réforme des institutions démocratiques le **12 novembre 2015**

_____
*** Recommandation du lieutenant-gouverneur**

7) Projet de loi n° 85
Loi visant l'implantation de deux pôles logistiques et d'un corridor de développement économique aux abords de l'autoroute 30 ainsi que le développement des zones industrialo-portuaires de la région métropolitaine de Montréal
Présenté par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire le **4 décembre 2015**

8) Projet de loi n° 86
Loi modifiant l'organisation et la gouvernance des commissions scolaires en vue de rapprocher l'école des lieux de décision et d'assurer la présence des parents au sein de l'instance décisionnelle de la commission scolaire
Présenté par le ministre de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche le 4 décembre 2015
Rapport de la Commission de la culture et de l'éducation (consultations) déposé le **7 avril 2016**

9) Projet de loi n° 96
Loi modifiant le Code civil, le Code de procédure civile et la Loi sur le curateur public en matière de protection des personnes
Présenté par le ministre de la Famille le **7 juin 2016**

10) Projet de loi n° 107
Loi visant à accroître la compétence et l'indépendance du commissaire à la lutte contre la corruption et du Bureau des enquêtes indépendantes ainsi que le pouvoir du directeur des poursuites criminelles et pénales d'accorder certains avantages à des témoins collaborateurs
Présenté par le ministre de la Sécurité publique le **8 juin 2016**

11) Projet de loi n° 115
Loi visant à lutter contre la maltraitance envers les aînés et toute autre personne majeure en situation de vulnérabilité
Présenté par la ministre responsable des Aînés et de la Lutte contre l'intimidation le 19 octobre 2016
Rapport de la Commission des relations avec les citoyens (consultations) déposé le **7 février 2017**

12) Projet de loi n° 118
Loi sur les laboratoires médicaux, les centres de services orthopédiques et les centres de physiologie respiratoire exploités par une entité autre qu'un établissement de santé et de services sociaux
Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux le 2 novembre 2016
Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations) déposé le **7 février 2017**

13) Projet de loi n° 119
Loi visant à favoriser la résolution de différends en lien avec une entente intermunicipale relative à des services de police
Présenté par le ministre de la Sécurité publique le **1er novembre 2016**

14) Projet de loi n° 121
Loi augmentant l'autonomie et les pouvoirs de la Ville de Montréal, métropole du Québec
Présenté par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire le **8 décembre 2016**

15) Projet de loi n° 122
Loi visant principalement à reconnaître que les municipalités sont des gouvernements de proximité et à augmenter à ce titre leur autonomie et leurs pouvoirs
Présenté par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire le **6 décembre 2016**

16) Projet de loi n° 123
Loi modifiant diverses dispositions dans le domaine de la santé et des services sociaux
Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux le **9 décembre 2016**

17) Projet de loi n° 130
Loi modifiant certaines dispositions relatives à l'organisation clinique et à la gestion des établissements de santé et de services sociaux
Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux le **9 décembre 2016**

Étude détaillée en commission

18) Projet de loi n° 53
Loi actualisant la Loi sur les décrets de convention collective en vue principalement d'en faciliter l'application et de favoriser la transparence et l'imputabilité des comités paritaires
Présenté par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale le 26 mai 2015
Rapport de la Commission de l'économie et du travail (consultations) déposé le 19 octobre 2016
Principe adopté le **30 novembre 2016**, et
Renvoyé à la Commission de l'économie et du travail

19) Projet de loi n° 62
Loi favorisant le respect de la neutralité religieuse de l'État et visant notamment à encadrer les demandes d'accommodements religieux dans certains organismes
Présenté par la ministre de la Justice le 10 juin 2015
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 9 novembre 2016
Principe adopté le **15 novembre 2016**, et
Renvoyé à la Commission des institutions

20) Projet de loi n° 98
Loi modifiant diverses lois concernant principalement l'admission aux professions et la gouvernance du système professionnel
Présenté par la ministre de la Justice le 11 mai 2016
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 22 septembre 2016
Principe adopté le **27 septembre 2016**, et
Renvoyé à la Commission des institutions

21) Projet de loi n° 99
Loi modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse et d'autres dispositions
Présenté par la ministre déléguée à la Réadaptation, à la Protection de la jeunesse, à la Santé publique et aux Saines habitudes de vie le 3 juin 2016
Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations) déposé le 6 octobre 2016
Principe adopté le **19 octobre 2016**, et
Renvoyé à la Commission de la santé et des services sociaux

22) Projet de loi n° 102
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement afin de moderniser le régime d'autorisation environnementale et modifiant d'autres dispositions législatives notamment pour réformer la gouvernance du Fonds vert
Présenté par le ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques le 7 juin 2016
Rapport de la Commission des transports et de l'environnement (consultations) déposé le 30 novembre 2016
Principe adopté le **1er décembre 2016**, et
Renvoyé à la Commission des transports et de l'environnement

23) Projet de loi n° 108
Loi favorisant la surveillance des contrats des organismes publics et instituant l'Autorité des marchés publics
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et de la Révision permanente des programmes et président du Conseil du trésor le 8 juin 2016
Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le 4 octobre 2016
Principe adopté le **24 novembre 2016**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques

24) Projet de loi n° 113
Loi modifiant le Code civil et d'autres dispositions législatives en matière d'adoption et de communication de renseignements
Présenté par la ministre de la Justice le 6 octobre 2016
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 30 novembre 2016
Principe adopté le **2 décembre 2016**, et
Renvoyé à la Commission des institutions

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

25) Projet de loi n° 112
Loi donnant suite principalement à des mesures fiscales annoncées à l'occasion du discours sur le budget du 17 mars 2016
Présenté par le ministre des Finances le 15 novembre 2016
Principe adopté le 23 novembre 2016
Rapport de la Commission des finances publiques adopté le **7 février 2017**

II. Projets de loi publics au nom des députés

Adoption du principe

26) Projet de loi n° 190
Loi modifiant le Code civil afin de protéger les droits des locataires aînés
Présenté par la députée de Gouin le 27 mai 2014
Reprise du débat ajourné le **5 juin 2014**

27) Projet de loi n° 192
Loi modifiant la Loi concernant la lutte contre la corruption en matière de protection des dénonciateurs
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **23 septembre 2014**

28) Projet de loi n° 193
Loi encadrant les transactions et le recyclage des métaux ferreux et non ferreux
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **21 octobre 2014**

29) Projet de loi n° 194
Loi favorisant l'inclusion de logements sociaux ou abordables pour les nouveaux projets de construction
Présenté par la députée d'Hochelaga-Maisonneuve le **2 octobre 2014**

30) Projet de loi n° 195
Loi modifiant la Loi sur les compétences municipales afin de permettre aux municipalités régionales de comté d'exécuter certains travaux sans délai
Présenté par le député de Nicolet-Bécancour le **25 septembre 2014**

31) Projet de loi n° 196
Loi modifiant la Loi sur le Protecteur du citoyen
Présenté par le député de Deux-Montagnes le **1er octobre 2014**

32) Projet de loi n° 197
Loi visant à réduire les coûts d'approvisionnement en médicaments au Québec
Présenté par le député de Mercier le **17 février 2015**

33) Projet de loi n° 390
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement afin d'affirmer la primauté de la compétence du Québec en cette matière
Présenté par le député de Jonquière le **3 décembre 2014**

34) Projet de loi n° 392
Loi sur les véhicules automobiles à zéro émission de gaz à effet de serre
Présenté par la députée de Vachon le **15 avril 2015**

35) Projet de loi n° 394
Loi modifiant la Loi sur la police quant à la délivrance de constats d'infraction
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **12 février 2015**

36) Projet de loi n° 395
Loi sur l'observateur de l'intégrisme religieux
Présenté par la députée de Taschereau le **11 février 2015**

37) Projet de loi n° 396
Loi sur le directeur parlementaire du budget
Présenté par le député de Granby le **19 février 2015**

38) Projet de loi n° 397
Loi sur le directeur parlementaire du budget
Présenté par le député de Rousseau le **26 février 2015**

39) Projet de loi n° 398
Loi modifiant la Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale
Présenté par le député de Verchères le **18 mars 2015**

40) Projet de loi n° 399
Loi visant à exclure les pensions alimentaires pour enfants du calcul des revenus dans diverses lois à caractère social
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **18 mars 2015**

41) Projet de loi n° 490
Loi modifiant la Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale quant à l'allocation de transition
Présenté par le député de Deux-Montagnes le **18 mars 2015**

42) Projet de loi n° 491
Loi visant à mettre fin aux frais accessoires par la modification de diverses dispositions législatives
Présenté par la députée de Taillon le **21 octobre 2015**

43) Projet de loi n° 494
Loi sur la protection des contribuables
Présenté par le député de Granby le **28 mai 2015**

44) Projet de loi n° 495
Loi modifiant la Loi sur les loteries, les concours publicitaires et les appareils d’amusement
Présenté par le député de Granby le **3 décembre 2015**

45) Projet de loi n° 496
Loi concernant la protection des lanceurs d’alerte
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **22 octobre 2015**

46) Projet de loi n° 497
Loi visant à responsabiliser les détenus quant aux coûts de leur détention
Présenté par le député de Beauce-Nord le **4 novembre 2015**

47) Projet de loi n° 498
Loi modifiant la Loi sur la Société des alcools du Québec et la Loi sur les permis d'alcool afin de créer un permis d'agriculteur distillateur
Présenté par le député de Granby le **26 novembre 2015**

48) Projet de loi n° 590
Loi modifiant la Loi sur le vérificateur général
Présenté par le député de Lac-Saint-Jean le **9 mars 2016**

49) Projet de loi n° 591
Loi affirmant la participation du Québec au processus de nomination des juges de la Cour suprême du Canada pour le Québec
Présenté par le député de Borduas le **25 février 2016**

50) Projet de loi n° 592
Loi concernant la sélection des sénateurs représentant le Québec
Présenté par le député de Borduas le **9 mars 2016**

51) Projet de loi n° 593
Loi visant à contrer le taxi illégal
Présenté par la députée de Vachon le **18 février 2016**

52) Projet de loi n° 594
Loi modifiant la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités
Présenté par la députée d'Hochelaga-Maisonneuve le **25 février 2016**

53) Projet de loi n° 595
Loi visant à protéger l'accès aux établissements où se pratiquent des interruptions volontaires de grossesse
Présenté par la députée d'Hochelaga-Maisonneuve le **24 février 2016**

54) Projet de loi n° 596
Loi modifiant le Code civil afin de rendre imprescriptibles les recours judiciaires pour les victimes d'agression à caractère sexuel
Présenté par le député de Borduas le **16 mars 2016**

55) Projet de loi n° 597
Loi modifiant la Loi concernant la lutte contre la corruption afin que le commissaire à la lutte contre la corruption soit une personne désignée par l'Assemblée nationale
Présenté par le député de Borduas le **20 avril 2016**

56) Projet de loi n° 598
Loi modifiant le Code civil en matière d'état civil pour permettre le changement de mention du sexe des enfants transgenres
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **12 mai 2016**

57) Projet de loi n° 599
Loi visant à contrer l'accaparement des terres agricoles
Présenté par le député de Berthier le **26 mai 2016**

58) Projet de loi n° 690
Loi modifiant la Loi sur la police afin de minimiser les coûts des services de police sans compromettre la sécurité de la population et de faciliter le partage de ces services entre les corps de police
Présenté par le député de Blainville le **24 mai 2016**

59) Projet de loi n° 691
Loi visant à interdire la facturation de frais accessoires pour des services assurés
Présenté par la députée de Taillon le **25 mai 2016**

60) Projet de loi n° 696
Loi visant à inciter les municipalités à adopter une réglementation qui encadre le jeu libre dans les rues et les ruelles afin de favoriser les saines habitudes de vie chez les jeunes et d'améliorer le bien-être des familles
Présenté par le député de Borduas le **24 novembre 2016**

Étude détaillée en commission

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

III. Projets de loi d'intérêt privé

Consultation et étude détaillée en commission

61) Projet de loi n° 204
Loi concernant la Ville de Saint-Joseph-de-Sorel
Présenté par la députée de Saint-Hyacinthe le **13 novembre 2014**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

62) Projet de loi n° 209
Loi concernant la Ville de Mascouche
Présenté par le député de Masson le **14 mai 2015**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

63) Projet de loi n° 211
Loi concernant la Municipalité régionale de comté Les Moulins
Présenté par le député de Terrebonne le **29 octobre 2015**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

64) Projet de loi n° 214
Loi concernant la Ville de Drummondville
Présenté par le député de Drummond–Bois-Francs le **12 novembre 2015**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

65) Projet de loi n° 221
Loi concernant la Ville de Salaberry-de-Valleyfield
Présenté par la députée de Vaudreuil le **16 novembre 2016**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

66) Projet de loi n° 223
Loi concernant la continuation de Sous les Auspices de l'association des éleveurs de bétail du district de Beauharnois inc.
Présenté par le député de La Prairie le **2 décembre 2016**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques

67) Projet de loi n° 224
Loi concernant le morcellement d’un lot situé en partie dans l’aire de protection de la maison Louis-Degneau (anciennement maison Prévost) et dans l’aire de protection de la maison de Saint-Hubert (anciennement maison des Sœurs-du-Sacré-Cœur-de-Jésus)
Présenté par le député de Chambly le **2 décembre 2016**, et
Renvoyé à la Commission de la culture et de l'éducation

Adoption du principe

Adoption

IV. Motions du gouvernement

V. Crédits budgétaires

VI. Débats statutaires

68) Débat sur le rapport de la Commission de la représentation électorale sur la délimitation des circonscriptions électorales du Québec déposé le 7 février 2017 (RLRQ, c. E-3.3, a. 28).

AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION

69) 7 février 2017
Motion du député de Sanguinet :

> QUE la Commission des transports et de l'environnement étudie dans les plus brefs délais le projet de Réseau électrique métropolitain de la Caisse de dépôt et placement du Québec;
>
> QU'à cette fin, la Commission entende toutes les personnes et organismes qu'elle jugera nécessaire de convoquer;
>
> QUE l'organisation du mandat soit confiée aux membres de la Commission;
>
> Enfin, que cette motion soit un ordre de l'Assemblée nationale.

Partie 3

PROJETS DE LOI ADOPTÉS

(Projets de loi non sanctionnés)

Partie 4

TRAVAUX DES COMMISSIONS

Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée

COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

Mandat réglementaire

- Audition du Vérificateur général du Québec sur son rapport annuel de gestion 2015-2016 et sur ses engagements financiers.
- Audition du Centre de services partagés du Québec sur sa gestion administrative et sur les chapitres 2 et 9 du rapport du printemps 2016 du Vérificateur général du Québec, intitulés respectivement « Vérification particulière (Partie 2). Contrats d'achats regroupés en technologies de l'information » et « Suivi d'une vérification de l'optimisation des ressources. Centre de services partagés du Québec : acquisitions de biens et de services ».
- Audition de la Commission municipale du Québec sur sa gestion administrative et sur ses engagements financiers.
- Audition d'Hydro-Québec sur le rapport de l'automne 2016 du Vérificateur général du Québec intitulé « Hydro-Québec : processus d'approvisionnement en travaux et en services spécialisés ». Audition du ministère de la Sécurité publique et de la Commission québécoise des libérations conditionnelles sur le rapport de l'automne 2016 du Vérificateur général du Québec intitulé « Services correctionnels : réinsertion sociale ».
- Audition du ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation et d'Investissement Québec sur le rapport de juin 2016 du Vérificateur général du Québec intitulé « Aide financière accordée à Premier Tech ».
- Audition de La Financière agricole sur le rapport du printemps 2015 du commissaire au développement durable intitulé « La Financière agricole du Québec : mesures d'évaluation de l'efficacité et de la performance ».
- Audition du ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports en suivi de la recommandation 8.4 du 34e rapport de la Commission de l'administration publique.

COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L'ÉNERGIE ET DES RESSOURCES NATURELLES

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 204**, Loi concernant la Ville de Saint-Joseph-de-Sorel (mandat confié le 13 novembre 2014).
- **Projet de loi n° 209**, Loi concernant la Ville de Mascouche (mandat confié le 14 mai 2015).
- **Projet de loi n° 211**, Loi concernant la Municipalité régionale de comté Les Moulins (mandat confié le 29 octobre 2015).
- **Projet de loi n° 214**, Loi concernant la Ville de Drummondville (mandat confié le 12 novembre 2015).
- **Projet de loi n° 221**, Loi concernant la Ville de Salaberry-de-Valleyfield (mandat confié le 16 novembre 2016).

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 122**, Loi visant principalement à reconnaître que les municipalités sont des gouvernements de proximité et à augmenter à ce titre leur autonomie et leurs pouvoirs (mandat confié le 7 février 2017).

COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 224**, Loi concernant le morcellement d'un lot situé en partie dans l'aire de protection de la maison Louis-Degneau (anciennement maison Prévost) et dans l'aire de protection de la maison de Saint-Hubert (anciennement maison des Sœurs-du-Sacré-Cœur-de-Jésus) (mandat confié le 2 décembre 2016).

Mandat réglementaire

Étude de pétitions :

- Pétitions 2753-20161115, 2754-20161115 et 2755-20161115 concernant l'opposition à la pesée des élèves dans les cours d'éducation physique.

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 53**, Loi actualisant la Loi sur les décrets de convention collective en vue principalement d'en faciliter l'application et de favoriser la transparence et l'imputabilité des comités paritaires (mandat confié le 30 novembre 2016).

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Régie du bâtiment du Québec.
- Fonds de recherche du Québec – Nature et technologies.
- Fonds de recherche du Québec – Santé.
- Fonds de recherche du Québec – Société et culture.

Mandat d'initiative

- Audition du Regroupement activistes pour l'inclusion Québec.
- Dresser le bilan du Carnet de référence de la Commission de la construction du Québec et son impact sur les phénomènes d'intimidation et de discrimination syndicale sur les chantiers de construction du Québec.

COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 108**, Loi favorisant la surveillance des contrats des organismes publics et instituant l'Autorité des marchés publics (mandat confié le 24 novembre 2016).
- **Projet de loi n° 223**, Loi concernant la continuation de Sous les Auspices de l'association des éleveurs de bétail du district de Beauharnois inc. (mandat confié le 2 décembre 2016).

Mandat d'initiative

- Le phénomène du recours aux paradis fiscaux.

COMMISSION DES INSTITUTIONS

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 62**, Loi favorisant le respect de la neutralité religieuse de l'État et visant notamment à encadrer les demandes d'accommodements religieux dans certains organismes (mandat confié le 15 novembre 2016).
- **Projet de loi n° 98**, Loi modifiant diverses lois concernant principalement l'admission aux professions et la gouvernance du système professionnel (mandat confié le 27 septembre 2016).
- **Projet de loi n° 113**, Loi modifiant le Code civil et d'autres dispositions législatives en matière d'adoption et de communication de renseignements (mandat confié le 2 décembre 2016).

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 63**, Loi concernant la vérification de l'identité des personnes incarcérées au moyen de leurs empreintes digitales (mandat confié le 7 février 2017).

Mandat conféré par une loi

- Étude du Rapport sur la mise en œuvre du Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée nationale.

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion du Comité consultatif du Fonds central de soutien à la réinsertion sociale.
- Examen des orientations, des activités et de la gestion des 18 Fonds de soutien à la réinsertion sociale des établissements de détention du Québec.

COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS

Mandat d'initiative

- Les conditions de vie des femmes autochtones en lien avec les agressions sexuelles et la violence conjugale.
- La place des femmes en politique.

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 99**, Loi modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse et d'autres dispositions (mandat confié le 19 octobre 2016).

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 130**, Loi modifiant certaines dispositions relatives à l'organisation clinique et à la gestion des établissements de santé et de services sociaux (mandat confié le 7 février 2017).

Mandat conféré par une loi

- Étude des rapports annuels 2013-2014 des agences de la santé et des services sociaux suivantes : Abitibi-Témiscamingue, Bas-Saint-Laurent, Capitale-Nationale, Chaudière-Appalaches, Côte-Nord, Estrie, Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, Lanaudière, Laurentides, Laval, Mauricie et Centre-du-Québec, Montérégie, Montréal, Outaouais, Saguenay–Lac-Saint-Jean, et du Conseil Cri de la santé et des services sociaux de la Baie James et de la Régie régionale de la santé et des services sociaux Nunavik (déféré le 7 octobre 2014).
- Étude du rapport annuel de gestion 2013-2014 du Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James (déféré le 9 octobre 2014).

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion des agences de la santé et des services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue, de la Côte-Nord, de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, du Saguenay–Lac-Saint-Jean et du Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James.

COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 102**, Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement afin de moderniser le régime d'autorisation environnementale et modifiant d'autres dispositions législatives notamment pour réformer la gouvernance du Fonds vert (mandat confié le 1er décembre 2016).

Mandat conféré par une loi

- Étude du rapport de la Société de l'assurance automobile du Québec sur l'encadrement de la publicité automobile.
- Étude du rapport d'évaluation 2013 – Cinémomètres photographiques et systèmes photographiques de contrôle de circulation aux feux rouges.

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

– Audition de la Société de l'assurance automobile du Québec sur sa gestion administrative, ses activités et ses orientations.

Partie 5

QUESTIONS ÉCRITES

Les questions déjà inscrites paraissent au Feuilleton du mercredi

220) Mme Massé (Sainte-Marie–Saint-Jacques) – **7 février 2017**
Au ministre des Finances

Les groupes d'action communautaire autonome sont en campagne depuis automne 2016 sous la bannière « Engagez-vous pour le communautaire » afin d'obtenir le rehaussement significatif du financement de base des organismes communautaires autonomes et la fin des compressions dans les services publics et les programmes sociaux. Actuellement, en coupant dans les services publics et les programmes sociaux, le ministre des Finances joue avec les conditions de vie des gens. Ceux-ci se retrouvent dans des situations très difficiles et doivent se tourner vers les organismes communautaires pour obtenir de l'aide. Or, ces derniers croulent déjà sous le poids du sous-financement. Pour jouer leur rôle et remplir leur mission, les organismes réclament 475 M$ en financement de base.

Le 8 novembre dernier, les membres de l'Assemblée nationale ont adopté à l'unanimité, y compris le ministre des Finances, une motion demandant au gouvernement de rehausser le financement des organismes d'action communautaire autonome.

- Est-ce que le ministre des Finances répondra à la demande des 4 000 organismes communautaires autonomes de la province en prévoyant l'ajout de 475 millions de dollars par année, et ce, dès le prochain budget, pour qu'ils puissent assurer correctement leurs missions?

- Est-ce que le ministre s'engage à respecter la Politique de reconnaissance de l'action communautaire adoptée en 2001, qui stipule que toutes les instances gouvernementales doivent respecter l'autonomie des groupes, mettre en place ou maintenir des programmes de financement spécifiques pour l'action communautaire autonome et reconnaître l'apport de l'action communautaire à la société québécoise, notamment l'apport du mouvement de l'ACA et l'importance du rôle des groupes de défense collective des droits?

221) M. Turcotte (Saint-Jean) – **7 février 2017**
Au ministre des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports

Construit en 1915, le pont Gouin, dans le Vieux Saint-Jean, a été désigné pont à caractère stratégique par votre ministère, le 25 mai 2005. L'importance des débits de circulation, son coût de reconstruction et sa disponibilité comme voie de remplacement à l'autoroute 35 font de cette infrastructure un enjeu capital pour le Haut-Richelieu et la Montérégie.

À cet effet, j'ai questionné, par écrit, le précédent ministre des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports pour demander un état de situation sur l'avancement du projet de reconstruction. Le précédent ministre avait alors confirmé, dans sa réponse déposée à l'Assemblée nationale, le 24 mai 2016, que « le ministère a recommandé la mise hors service du pont actuel d'ici décembre 2018 ».

Hier, votre collègue ministre responsable de la région de la Montérégie a procédé à l'annonce de la reconstruction du pont. Le projet prévoit maintenant une ouverture à la circulation dans environ deux ans et demi, et une finalisation complète du chantier d'ici 2020. Or, je me questionne quant à l'échéancier du projet et à la répartition des coûts entre les partenaires.

- Qu'arrivera-t-il entre décembre 2018, soit lors de la mise hors service du pont actuel, tel que l'a recommandé votre ministère, et l'ouverture du nouveau pont à la circulation, dans environ deux ans et demi?

- Comment la répartition des coûts de reconstruction entre les partenaires a-t-elle été déterminée?

Partie 6

PRÉAVIS

I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS

Projets de loi du gouvernement

a) 7 février 2017
Loi favorisant la santé financière et la pérennité du régime de retraite du personnel d'encadrement et modifiant diverses dispositions législatives – *ministre responsable de l'Administration gouvernementale et de la Révision permanente des programmes et président du Conseil du trésor.*

Projets de loi publics au nom des députés

Projets de loi d'intérêt privé

II. NOUVEAUX PRÉAVIS

aa) Motion de la ministre de la Justice :

QUE l'Assemblée nationale :

I Fasse siennes la position et les justifications du gouvernement exposées dans sa réponse, déposée devant l'Assemblée nationale le 7 février 2017, au rapport du comité de la rémunération des juges pour la période 2016-2019, déposé devant l'Assemblée nationale le 18 octobre 2016;

II Rejette la recommandation générale 1;

III En ce qui concerne les juges de la Cour du Québec :

- Approuve les recommandations 2, 3 et 4 en précisant que l'indice du coût de la vie tel que reflété par l'indice des prix à la consommation (IPC) sera calculé selon la méthodologie détaillée dans le décret 574-2014;

- Approuve les recommandations 5 et 6;

- Rejette la recommandation 7;

- Modifie la recommandation 8 pour augmenter l'allocation de résidence de fonction du juge en chef ou du juge en chef associé de la Cour du Québec à 1 225 $ par mois au 1er juillet 2016 et maintenir ce montant pour les années 2017 et 2018;

- Approuve la recommandation 9 en précisant que le remboursement partiel des frais d'avocats et d'experts engagés par la Conférence des juges de la Cour du Québec est consenti sans admissions quant au pouvoir du comité de la rémunération des juges de formuler de telles recommandations et quant à l'évaluation du montant déterminé par le comité aux fins de remboursement;

IV En ce qui concerne les juges municipaux à titre exclusif :

- Approuve les recommandations 10, 11 et 12 en précisant que l'indice du coût de la vie tel que reflété par l'indice des prix à la consommation (IPC) sera calculé selon la méthodologie détaillée dans le décret 574-2014;

- Approuve les recommandations 13 et 14;

- Rejette la recommandation 15;

- Approuve la recommandation 16 en précisant que le remboursement partiel des frais d'avocats et d'experts engagés par la Conférence des juges municipaux à titre exclusif du Québec est consenti sans admissions quant au pouvoir du comité de la rémunération des juges de formuler de telles recommandations et quant à l'évaluation du montant déterminé par le comité aux fins de remboursement;

V En ce qui concerne les juges municipaux rémunérés à la séance :

- Rejette les recommandations 17 et 18;

- Modifie la recommandation 19 pour prévoir que le traitement annuel maximum des juges municipaux rémunérés à la séance soit porté à 213 000 $ au 1er juillet 2016 et qu'il soit ajusté au 1er juillet 2017 et au 1er juillet 2018 sur la base de l'indice du coût de la vie tel que reflété par l'indice des prix à la consommation (IPC) et calculé selon la méthodologie détaillée dans le décret 574-2014;

- Modifie les recommandations 20 et 21, de façon à reporter l'entrée en vigueur de la nouvelle grille tarifaire au 1er juillet 2017, mais en octroyant, au 1er juillet 2016, 3,4 % d'augmentation aux tarifs actuels des séances;

- Approuve les recommandations 22 et 23 en précisant que l'indice du coût de la vie tel que reflété par l'indice des prix à la consommation (IPC) sera calculé selon la méthodologie détaillée dans le décret 574-2014. La rémunération des juges municipaux rémunérés à la séance est établie comme suit :

1er juillet 2016 au 30 juin 2017

Séance	**Tarif actuel**	**Augmentation**	**Tarif recommandé**
Moins de 2 heures	610 $	+ 3,4 %	631 $
2 à moins de 3 heures	727 $	+ 3,4 %	752 $
3 à 5 heures	815 $	+ 3,4 %	843 $
Plus de 5 heures	1 629 $	+ 3,4 %	1 684 $

1er juillet 2017 au 30 juin 2018

Séance	**Nouveau tarif**	**Augmentation**
Moins de 2 heures	631 $	+ IPC
2 à 5 heures	843 $	+ IPC
Plus de 5 heures	1 684 $	+ IPC

1er juillet 2018 au 30 juin 2019

Séance	**Tarif**	**Augmentation**
Moins de 2 heures	631 $ + IPC	+ IPC
2 à 5 heures	843 $ + IPC	+ IPC
Plus de 5 heures	1 684 $ + IPC	+ IPC

- Approuve la recommandation 24;

- Modifie la recommandation 25 pour prévoir que le pourcentage de compensation pour l'absence de régimes de retraite et d'assurances sera revu en même temps que le traitement et en fonction des variations, le cas échéant, de la contribution de l'employeur au régime de retraite selon l'évaluation actuarielle du régime et de la valeur à la charge du gouvernement pour les régimes d'assurances selon la révision de la tarification des régimes;

- Approuve la recommandation 26;

- Rejette la recommandation 27;

- Approuve la recommandation 28 en précisant que le remboursement partiel des frais d'avocats et d'experts engagés par la Conférence des juges municipaux du Québec est consenti sans admissions quant au pouvoir du comité de la rémunération des juges de formuler de telles recommandations et quant à l'évaluation du montant déterminé par le comité aux fins de remboursement;

VI En ce qui concerne les juges de paix magistrats :

- Approuve la recommandation 29;

- Modifie la recommandation 30 afin de prévoir que pour le passé, chaque juge de paix magistrat ait la possibilité d'exercer un choix individuel quant au transfert au Régime de retraite des juges de la Cour du Québec et de certaines cours municipales « de base » de sa participation antérieure dans le Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE) et, qu'à cet effet, le gouvernement fournisse à chaque juge de paix magistrat une analyse de sa situation et une projection écrite avant d'exercer son choix qui devra être fait au plus tard le 1er septembre 2018. La valeur actuarielle de la participation antérieure dans le RRPE à titre de juge de paix magistrat sera calculée avec les dispositions de ce régime en vigueur lors de leur dernier jour de participation, soit au 31 décembre 2016. Corollairement, les années de service à titre de juge de paix magistrat qui ne seront pas transférées et qui demeureront dans le RRPE seront visées par les dispositions de ce régime en vigueur au 31 décembre 2016;

- Approuve la recommandation 31;

- Modifie la recommandation 32 pour prévoir que les juges de paix magistrats participeront au régime collectif d'assurances des juges de la Cour du Québec à compter du 1er janvier 2018;

- Modifie la recommandation 33 afin de prévoir qu'au 1er juillet 2016, le traitement des juges de paix magistrats soit ajusté de 1,1% et donc porté à 142 387 $, et ce, sur la base de l'indice du coût de la vie tel que reflété par l'indice des prix à la consommation (IPC) et calculé selon la méthodologie détaillée dans le décret 574-2014;

- Approuve les recommandations 34 et 35 en précisant que l'indice du coût de la vie tel que reflété par l'indice des prix à la consommation (IPC) sera calculé selon la méthodologie détaillée dans le décret 574-2014;

- Rejette la recommandation 36;

- Modifie la recommandation 37 afin d'augmenter les frais de fonction des juges de paix magistrats à 4 000 $ annuellement, en procédant, du 1er juillet 2016 au 31 mars 2017, aux déductions requises afin de tenir compte des frais déjà payés par le ministère de la Justice et en prévoyant que les frais reliés à un cellulaire, à l'Internet à domicile et à un système d'alarme soient désormais assumés par tous les juges de paix magistrats et que ceux-ci peuvent être réclamés à même leurs frais de fonction;

- Rejette la recommandation 38;

- Modifie la recommandation 39 afin d'augmenter les frais de fonction du juge responsable des juges de paix magistrats à 6 000 $, en procédant, du 1er juillet 2016 au 31 mars 2017, aux déductions requises afin de tenir compte des frais déjà payés par le ministère de la Justice et en prévoyant qu'il doit assumer les frais reliés à un cellulaire, à l'Internet à domicile et à un système d'alarme et que ces frais peuvent être réclamés à même ses frais de fonction;

- Approuve la recommandation 40 en précisant que le remboursement partiel des frais d'avocats et d'experts engagés par la Conférence des juges de paix magistrats du Québec est consenti sans admissions quant au pouvoir du comité de la rémunération des juges de formuler de telles recommandations et quant à l'évaluation du montant déterminé par le comité aux fins de remboursement.